

**LA REVUE FIDUCIAIRE**  
100 rue La Fayette 75485 Paris Cedex 10  
[www.GroupeRF.com](http://www.GroupeRF.com)

Service Relation Client  
0 826 80 52 52 (0,15 € TTC/min)  
<http://www.grouperf.com/contact/>

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**  
Yves de La Villeguérin

**DIRECTRICE DE LA RÉDACTION**  
Marie-Christine Martini

**RÉDACTRICE EN CHEF (FEUILLET HEBDO)**  
Sophie Merchat

**DIRECTEUR SCIENTIFIQUE**  
Jean-Pierre Casimir

**RÉDACTION**  
Fiscal : Florence Bernal, Christine Berthout,  
Maud Bertier-Geslot, Thierry Cours,  
Sophie Delage, Claire Garabedian, Françoise Soulé  
Vie des affaires : Anne Laurique (chef de rubrique),  
Sylvie de Roumefort  
Social : Nicolas Raymond, Catherine Sebbah  
Secrétariat Fabrication du Groupe RF :  
Carole Bracke, Gaëlle Butet, Christine Dalary,  
Christine Deveuue, Bernadette Trojani

Le Feuillelet hebdomadaire est édité  
par le Groupe Revue Fiduciaire - SAS

**PRÉSIDENT**  
Yves de La Villeguérin

**PRINCIPAUX ASSOCIÉS**  
SEPM SA et OCIFAM SAS

**RÉGIE PUBLICITAIRE GROUPE**  
Florian Lavenue - Chef de publicité  
Tél : 01 84 16 56 82 - [flavenue@grouperf.com](mailto:flavenue@grouperf.com)

**IMPRIMERIE**  
Imprimerie du Groupe Prenant  
70-82 rue Auber - 94400 Vitry-sur-Seine

**N° DE LA COMMISSION PARITAIRE**  
1020 T 87221 - Dépôt légal novembre 2017

**ABONNEMENT ANNUEL**

- France métropolitaine  
« L'Essentiel RF » 264,44 € TTC  
« L'Intégral RF Experts » 366,54 € TTC
- Hors métropole  
« L'Essentiel RF » 381 € HT  
« L'Intégral RF Experts » 494 € HT

Origine du papier : Finlande - Taux de fibres  
recyclées : Sans - Certification : PEFC  
Eutrophisation : Ptot 0,006 kg/tonne

Reproduction même partielle  
strictement interdite



Encart :  
Formation Diplômante  
Manager des Ressources Humaines

→ FISCAL


## Amortissement sur 2 ans des vidéocassettes étendu aux supports assimilés

Actualité BOFIP du 8 novembre 2017

La tolérance relative à la comptabilisation en charges des biens de faible valeur (valeur unitaire n'excédant pas 500 € HT) ne s'applique pas aux biens acquis en vue de la location et notamment aux cassettes vidéo données en location. Leur dépréciation est nécessairement constatée par voie d'amortissement.

Elles sont amorties, élément par élément, selon le mode linéaire sur leur durée normale d'utilisation. L'amortissement peut être effectué sur une période de deux ans, ce qui correspond à un taux linéaire de 50 %.

L'administration précise aujourd'hui que cette règle pratique concerne également les DVD et, de manière générale, tous les supports physiques et les fichiers dématérialisés susceptibles d'accueillir une œuvre et destinés à la location (BOFIP-BIC-AMT-20-40-60-30-§ 100-07/11/2017).

 RF 1080, § 1314

## Démembrement de parts sociales de SCI : l'usufruitier peut enfin déduire les déficits

CE 8 novembre 2017, n° 399764

En cas de démembrement de la propriété de tout ou partie des parts sociales, l'usufruitier est soumis à l'impôt sur le revenu pour la quote-part correspondant aux droits dans les bénéfices que lui confère sa qualité d'usufruitier (CGI art. 8, al. 1). En pratique, l'usufruitier des parts d'une SCI est impossible à hauteur des bénéfices courants de l'exploitation, ce qui correspond aux revenus fonciers annuels.

En l'espèce, des époux avaient constitué, entre eux et avec leurs enfants, une SCI. Les époux détenaient chacun 20 parts en pleine propriété et 20 parts en usufruit, la

nue-propriété appartenant à leurs enfants. La SCI ayant réalisé des déficits fonciers en 2009 et 2010, les époux ont imputé l'intégralité des déficits sur leurs autres revenus fonciers. Mais l'administration fiscale leur a refusé le droit de déduire ce déficit qui ne peut être imputé que par le nu-propriétaire en sa qualité d'associé (BOFIP-BIC-CHAMP-70-20-10-20-§§ 130 et 150-12/09/2012) suivie en cela par la cour administrative d'appel de Bordeaux (voir FH 3638, §§ 4-1 à 4-4).

Le Conseil d'État annule l'arrêt d'appel. Si l'usufruitier est soumis à l'impôt sur le revenu à raison des revenus fonciers correspondant à ses droits dans les résultats sociaux, il peut déduire de ses revenus la part du déficit correspondant à ses droits lorsque le résultat de la société est déficitaire.

RF 2017-3, § 856

### Remise en cause d'une plus-value d'apport en sursis d'imposition

CAA Nantes 19 octobre 2017, n° 15NT02723

L'administration fiscale a remis en cause, dans le cadre de la procédure de l'abus de droit fiscal, le bénéfice du sursis d'imposition prévu à l'article 150-0 B du CGI d'une plus-value d'apport de titres à une société contrôlée par l'apporteur suite à la cession des titres apportés, dans les 20 mois de l'apport, sans réinvestissement économique du prix de cession.

Sur la régularité de la procédure d'imposition, il est établi que faute pour le contribuable, d'avoir présenté ses observations dans le délai de 30 jours (LPF art. L. 11), ou 60 jours en cas de prorogation (LPF art. L. 57), aux rectifications notifiées par l'administration, il devait être regardé comme ayant accepté les rectifications. Il en résulte qu'il ne subsistait aucun désaccord avec l'administration ouvrant la possibilité de saisir le comité de l'abus de droit fiscal.

La circonstance que l'administration ait répondu aux observations du conseil du

contribuable formulées après le délai imparti de 30 ou 60 jours, alors qu'elle n'était pas tenue de le faire, n'a pas eu pour effet de faire courir un nouveau délai pour la saisine de ce comité.

Enfin, sur le bien-fondé de l'imposition, l'abus de droit était constitué. En l'espèce, une partie du prix de cession (58,48 %) avait été versée à une filiale de la société cédante exerçant une activité civile et non opérationnelle, et une autre partie (17,80 %) avait servi à effectuer des apports en compte courant, lesquels ne constituent pas, sauf circonstances

### → CONFÉRENCES IACF EN RÉGION

L'Institut des Avocats Conseils Fiscaux (IACF) organise deux conférences en région.

**Le mercredi 6 décembre 2017,**  
de 14 h 00 à 18 h 00 à Rennes sur le thème

« **Fiscalité / comptabilités ;  
je t'aime, moi non plus...** »

Lieu : EDAGO, école des avocats  
du Grand Ouest, Contour Antoine St Exupéry,  
CS 67224, 35172 Bruz Cedex

Avec la participation de Marie-Amélie DEYSINE,  
Philippe HUET, Charles MENARD,  
Hervé ORHAN et Sébastien VALLEE, avocats.

**Le vendredi 8 décembre 2017**  
de 14 h 00 à 18 h 00 à Marseille sur le thème

« **Le patrimoine du dirigeant d'entreprise  
face aux (r)évolutions fiscales** »

Lieu : Maison de l'avocat, 51 rue Grignan,  
13006 Marseille.

Avec la participation de Isabelle ANTONAKAS,  
Emilie COLLOMB, Philippe EMIEL, Olivier  
FLOTTES, Stéphanie GLOAGUEN MANENTI,  
Régis SERPENTIER, Agnès SIBEL,  
Laurent ROUSTOUIL, avocats.

**Renseignements et inscriptions** auprès  
de Fabienne Derrien, IACF, 9 rue du Chevalier  
Saint-George, 75008 Paris – Tél. : 01 42 60 10 18  
– Email : fabienne.derrien@iacf.fr

Programme et bulletin d'inscription sont  
disponibles sur le site « [www.iacf.fr](http://www.iacf.fr) ».